

Recommandations du Comité intergouvernemental

Les recommandations suivantes ont été entérinées lors de la vingt et unième session de la Conférence générale de l'Unesco (octobre-novembre 1980, Belgrade) et invitent également le Directeur général à donner une suite effective aux procédures décrites ci-dessous.

1. Le Comité considère qu'il est essentiel et urgent que chaque pays qui cherche à constituer des collections représentatives de son patrimoine culturel élabore systématiquement un inventaire des biens qui existent encore sur son territoire et des biens qui se trouvent à l'étranger. L'établissement de tels inventaires pourraient être entrepris en collaboration avec les organisations non gouvernementales compétentes, notamment l'Icom, et en ayant recours à la coopération technique de l'Unesco, dans le cadre du Programme de participation ou de tout autre programme permettant une telle coopération. Ces inventaires devraient permettre d'identifier les lacunes ainsi que les biens visés à l'article 3 des statuts en vue d'une action éventuelle de retour ou de restitution.

Le Comité invite tous les pays qui ont les moyens d'élaborer de tels inventaires à participer à une coopération bilatérale ou multilatérale en vue de leur réalisation.

2. Le Comité, fortement préoccupé par la persistance du trafic illicite de biens culturels qui continue à appauvrir le patrimoine culturel de tous les peuples, estime que chaque État devrait prendre d'urgence les mesures susceptibles de mettre fin aux transferts illicites. Les instruments juridi-

ques devraient être renforcés sur le plan national. Les États qui ne l'ont pas encore fait devraient ratifier la Convention de 1970 concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites de biens culturels. Les réglementations et le contrôle sur le plan douanier devraient être renforcés. Des services spécialisés devraient être établis au niveau de la police. Un contrôle des circuits commerciaux devrait être prévu, les biens culturels faisant l'objet du commerce étant définis à l'article 3 des statuts du Comité. Le Comité recommande que le Secrétariat continue à coopérer avec toutes les organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales qui peuvent apporter une contribution à la lutte contre le trafic illicite.

3. Le Comité estime que pour créer le climat de compréhension mutuelle et de solidarité internationale indispensable à la réalisation de ses objectifs, des campagnes d'information du public devraient être menées, d'une part, dans les pays qui réclament le retour ou la restitution de biens culturels afin que toute la population prenne conscience de l'importance de la protection et de la conservation de son patrimoine artistique et historique et, d'autre part, dans les pays auxquels les demandes s'adressent, afin de faire comprendre les raisons justifiant de telles demandes et de dissiper les malentendus qui existent encore à ce sujet. Les commissions nationales pour l'Unesco

et les institutions éducatives et culturelles devraient être associées à cet effort.

4. Le Comité estime nécessaire l'élaboration d'un formulaire type permettant de normaliser les informations relatives à des demandes de retour ou de restitution ainsi que les observations formulées par les États membres à qui s'adressent ces demandes. Un projet de formulaire devrait être préparé par le Secrétariat, soumis à l'approbation des membres du Comité et diffusé à tous les États membres et Membres associés de l'Unesco. La forme définitive de ce formulaire sera adoptée par le Comité à sa deuxième session, qui déterminera en même temps les modalités de son utilisation.
5. Le Comité recommande que lorsqu'une offre ou une demande de retour ou de restitution d'un bien culturel fait l'objet de contacts bilatéraux, les États intéressés informent des progrès réalisés, aussi rapidement que possible, les membres du Comité ainsi que tous autres États membres concernés, par l'intermédiaire du Secrétariat.
6. Étant donné la rareté des possibilités de financement dans le domaine de la muséologie, le Comité exprime le vœu que les États membres intéressés coordonnent toutes les formes de coopération en vue du renforcement des capacités nationales (envois d'experts, formation du personnel spécialisé, fourniture d'équipements, etc.), afin d'obtenir un résultat maximal notamment en ce qui concerne les structures d'accueil adéquates (matérielles, techniques, juridiques, etc.).
7. Le Comité prend note des propositions faites par le Directeur général en vue de promouvoir le retour ou la restitution de biens culturels à leur pays d'origine, telles qu'elles sont formulées dans le projet de document 21 C/5, et, en application de l'article 4.5 de ses statuts, donne son entier appui à ces propositions.

Le Musée de Tahiti et des îles : pour une politique réaliste

Anne Lavondès

Licence de lettres classiques, doctorat de troisième cycle en ethnologie. En 1960 et 1961, a organisé une exposition permanente sur l'art traditionnel malgache à Antananarivo (République de Madagascar) et rassemblé des objets pour l'Université de Madagascar. Agent technique en ethnologie à l'Office de la recherche scientifique et technique outre-mer (ORSTOM, Paris et le Centre de Papeete) depuis 1963. Assistante technique à l'ancien Musée de Papeete, puis conservatrice du Musée de Tahiti et des îles au moment de sa création en 1975. Directrice de ce musée depuis 1976 et responsable de l'organisation des salles publiques, de la conservation et de l'administration.

Le Musée de Tahiti et des îles à Papeete a été créé en 1975 par les élus locaux de la Polynésie française. Il est considéré comme une institution publique importante pour l'instauration de la politique culturelle du Territoire. Le financement et l'administration du musée sont sous la responsabilité du Territoire. L'assistance technique temporaire, en la personne du directeur, dépend du gouvernement français. L'actuel directeur, Anne Lavondès, s'est occupé activement du retour des objets tahitiens, afin de constituer la collection du musée. Un accord est en cours avec les musées de France pour faciliter les modalités de prêts et de dépôts d'objets du Pacifique. Une description du Musée de Tahiti et des îles fera l'objet d'un prochain article. Mme Lavondès, ici, nous fait part de quelques leçons pratiques recueillies au cours de sa propre expérience.

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° : 20665

Cote : B ex 1

Les réponses aux appels lancés par l'Unesco depuis 1976 et le travail accompli par l'Icom en ce qui concerne le retour et la restitution de biens culturels montrent que, si l'on constate des résultats positifs et réels dans certains petits musées, comme celui de Tahiti, ce problème doit faire l'objet d'une analyse lucide et pragmatique, ce qui est un vœu répété maintes fois. Il ne suffit pas de poser de bons principes : encore faut-il apporter des réponses qui ne soient pas négatives.

Un fait est frappant : dans ces pays où les musées sont nombreux et où les objets s'entassent dans les réserves, on ignore, volontairement ou non, l'existence de ces petits musées des pays tropicaux, par exemple, dont l'extrême pauvreté se heurte à une indifférence générale.

Il est nécessaire de faire sortir de l'ombre ces petits musées inconnus, par une information concrète, et de parler enfin de l'importance de leur existence même et de leurs besoins réels. On ne doit pas oublier que l'époque n'est pas si lointaine où certains grands musées faisaient venir des objets archéologiques ou ethnographiques anciens de ces mêmes pays qu'ils affectent maintenant de ne plus connaître.

Mais ce ne sont pas les seuls obstacles au retour du patrimoine culturel : on rencontre des résistances d'autant plus fortes que l'établissement des musées est ancien, leurs collections, de ce fait, plus riches ; il semblerait que la force de la tradition privilégie la « conservation », aux dépens du souci de montrer des œuvres d'art à un plus large public. Il est ainsi plus efficace de s'adresser à des musées moins célèbres ou à ceux dont les collections ethnographiques « exotiques » sont un peu marginales.

D'autre part, dans certains pays, comme la France, les collections publiques sont inaliénables, c'est-à-dire que les objets ne peuvent être ni donnés, ni vendus, ni échangés. Ils peuvent être en revanche prêtés temporairement ou mis en dépôt pour une longue durée.

Quelques conditions préliminaires pour les prêts ou les dépôts

C'est aux musées demandeurs eux-mêmes de se montrer crédibles, d'apporter la preuve concrète de leurs capacités, sur tous les plans, à recevoir les objets d'art. L'expérience montre que ce n'est pas chose facile et qu'on ne présente pas un musée, même s'il offre de bonnes conditions de conservation, comme on se fait connaître par une publication.

A maintes reprises, je me suis aperçue que ce n'était qu'après avoir visité le Musée de Tahiti et des îles que les conservateurs de musée ou des collectionneurs privés envisageaient de lui faire des prêts.

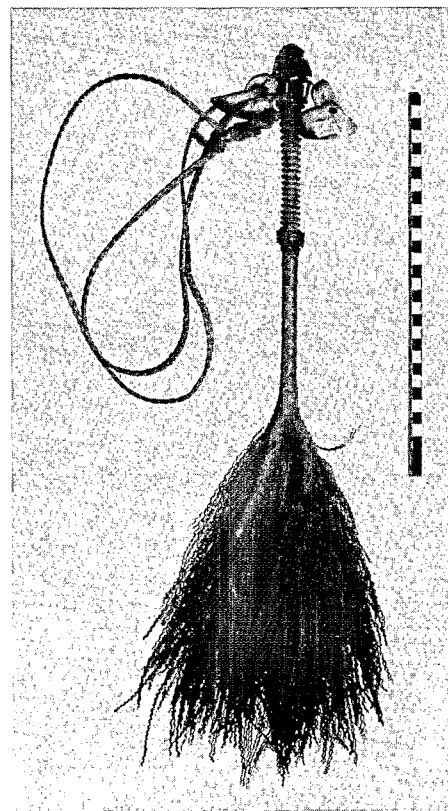
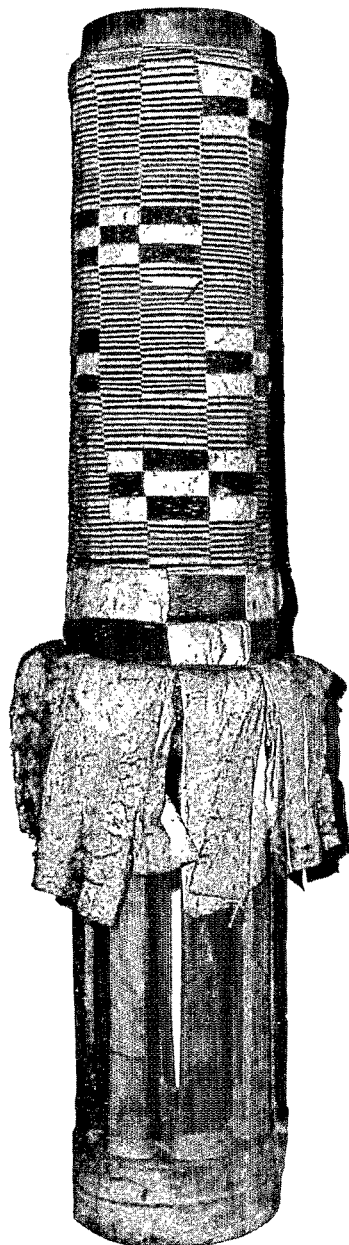
Une fois que le conservateur du musée demandeur a fourni les preuves nécessaires, il doit savoir exactement ce qu'il veut. Pour l'instant, il semble peu réaliste et illusoire de penser que les musées vont fournir des listes de leurs collections, puis « faire des offres », malgré, certes, quelques exceptions remarquables. J'ai fait moi-même des inventaires des objets polynésiens se trouvant dans les musées, en particulier dans les musées français. En principe, ils indiquent l'identification, la localisation, la description, les dimensions de l'objet et toutes les précisions que cette première

recherche permet de donner sur l'histoire de cet objet ; ils comportent aussi des photographies ou des dessins. Des informations peuvent ultérieurement compléter cette documentation. Ce travail préliminaire est très important : il est tout d'abord en lui-même une contribution à l'inventaire général des biens culturels, mais cela permet aussi de savoir localiser les collections polynésiennes. Plusieurs de ces inventaires ont déjà été publiés.

Il me semble qu'un des droits fondamentaux des conservateurs de musées en cours de création ou de développement est de savoir où et comment sont conservés les objets qui proviennent de leur région. Il paraît également légitime que leurs actuels possesseurs soient responsables et garants de la bonne conservation de ces objets. Cet aspect très important n'a pas été mis suffisamment en évidence : l'expérience prouve que ce n'est pas parce qu'un objet se trouve dans un musée européen ou américain qu'il est nécessairement bien conservé. Le contraire est plus fréquent et l'on peut affirmer que certains objets seraient plus « en sécurité » dans leur pays d'origine. Il est donc grand temps, s'il n'est pas trop tard, que

les pays possédant de riches collections comprennent que ce problème est aussi le leur : ils doivent être aussi exigeants sur les conditions de conservation chez eux qu'ils le sont à l'égard des pays demandeurs. Sinon, pourquoi ne pas laisser sortir sans obstacles les objets par trop menacés, s'ils ne peuvent leur assurer de bonnes conditions de conservation ?

Exception faite des renseignements généralement abondants que fournissent les grands musées ethnographiques, la documentation qui permettrait de bien identifier et localiser les objets océaniques est partielle. Compléter cette documentation de manière efficace pourrait être une des tâches du personnel scientifique des musées demandeurs. Ainsi les listes descriptives d'objets polynésiens établies pour le Musée de Tahiti et des îles, et les photographies les accompagnant, ont été remises en priorité aux musées qui sont propriétaires des objets concernés. C'est une façon, en outre, de ne pas se présenter seulement en « quémendeur », avant de commencer toute tractation. Ces inventaires sont aussi l'occasion d'utiles échanges d'informations avec les conservateurs et le personnel des musées, qui comprennent



MUSÉE DE TAHITI ET DES ÎLES. Chasse-mouches des îles Marquises, en bois et fibre de coco avec des pendentifs de nacre, dépôt du Musée des beaux-arts de Lille.

[Photo : Musée des beaux-arts de Lille.]

Tambour des îles Marquises, dépôt du Musée des beaux-arts de Lille (France). Bois recouvert de tapa et tresse décorative en fibre de coco.

[Photo : Musée des beaux-arts de Lille.]

mieux les difficultés des petits musées en cours de création. Je remercie ici tous les conservateurs qui m'ont si bien accueillie chaque fois que j'ai fait ce travail.

L'examen des collections dans les musées eux-mêmes, mieux que la simple lecture de listes abstraites, permet une meilleure orientation des choix et des demandes. Dans un premier temps, nous avons évité de demander des objets très connus ou des pièces dont l'exposition avait une grande importance pour le musée qui les détenait. La plupart des objets que nous avons demandés, souvent sans succès, se trouvaient dans les réserves. Parfois même, le conservateur ignorait leur « état civil » : il a fallu que je les identifie moi-même comme polynésiens et certaines pièces « mises de côté » se révélèrent avoir une grande valeur.

Dans l'histoire des musées européens, l'ethnographie a longtemps été considérée comme partie intégrante des sciences naturelles. Ce qui explique que les objets appelés « exotiques », rassemblés lors d'expéditions scientifiques ou par des voyageurs isolés, quand ils n'ont pas été regroupés dans les grands musées ethnographiques, sont dispersés au hasard des musées ; on les trouve souvent dans les musées d'histoire naturelle, où ils n'ont plus vraiment leur place.

Les musées, à notre époque, se spécialisent de plus en plus et se consacrent presque exclusivement aux beaux-arts ; ces objets « exotiques » ne s'harmonisent plus avec les collections d'ethnographie régionale européenne ou les expositions de tableaux, et se trouvent, de ce fait, relégués dans les réserves.

Même si ces collections marginales retrouvent parfois un intérêt soudain pour leurs conservateurs ou les collectivités locales qui les possèdent, du fait qu'elles sont demandées, je crois que c'est dans de telles collections, ainsi que dans les réserves abondantes des grands musées ethnographiques, qu'il faut chercher les objets à demander en priorité, plutôt que parmi les très belles pièces exposées depuis longtemps, que l'on sait être dans tel ou tel musée. Le « repérage » de ces collections marginales exige un long travail de prospection, en raison, bien sûr, de leur obscurité. Il faut citer ici le travail de M^{me} Laroche, au Musée de l'homme (Paris), qui s'est efforcée de retrouver les collections océaniques conservées en France : il m'a servi de point de départ pour mes propres recherches.

Stratégies tahitiennes...

En faisant ce travail de prospection pour le Musée de Tahiti et des îles, mon premier objectif était de faire revenir des objets que les Polynésiens n'auraient sans doute jamais pu voir. Je voulais aussi tenter de compléter progressivement la collection de notre musée, dont la pénurie est immense. Je suis de l'avis de J. Specht qui souligne « qu'il faudrait s'intéresser un peu plus à des objets plus courants, notamment ceux qui permettent d'illustrer les aspects économiques ou techniques des divers patrimoines culturels » (*Museum*, vol. XXXI, n° 1, 1979). Mais une des difficultés est, pour la Polynésie du moins, que, précisément, ce sont rarement les objets les plus courants qui ont été recueillis par les navigateurs ou les missionnaires. Par exemple, il est presque impossible de retrouver une pagaie ancienne

de Tahiti, quelque usuel que soit cet objet. Par contre, le Musée de Tahiti et des îles a reçu en dépôt illimité, sans même les avoir demandées, de très belles pagaies, dites « cérémonielles », entièrement sculptées, provenant des îles australes. C'est un prêt du Musée de la marine de Paris, pour lequel nous remercions à nouveau son ancien conservateur, Luc Marie Bayle, ainsi que son conservateur actuel, le capitaine de frégate F. Bellec.

Actuellement, le Musée de Tahiti et des îles expose de très beaux objets polynésiens anciens (37 pièces), que le Musée des beaux-arts de Lille (France) nous a confiés en dépôt pour deux ans, par contrat. Nous exprimons toute notre reconnaissance à M. Hervé Oursel, conservateur des musées de Lille, à la Municipalité de Lille et à M. Landais, directeur des musées de France. Nous remercions également l'association oecuménique locale TENETE, qui a remis au musée, en dépôt illimité, de magnifiques objets, don de la Maison généraliste des Pères de Picpus, à Rome, et de la Société des missions évangéliques de Paris.

Ces exemples montrent que les seuls moyens d'obtenir des objets provenant des collections publiques de France sont les prêts ou les dépôts, limités ou illimités. En fin de compte cette politique est sans doute la meilleure, car elle présente de nombreux avantages. Les musées ne se voient pas soudain dépossédés d'objets qu'ils ont conservés pendant une très longue période. En outre, les déposants peuvent vérifier les conditions de conservation des objets et étudier éventuellement l'influence de conditions climatiques différentes ; de leur côté, les conservateurs recevant ces objets, en ayant la possibilité d'en renvoyer certains, avant le terme du contrat, si cela se révèle nécessaire pour leur préservation, ont un plus grand sentiment de sécurité. Enfin, cela permet à des petits musées, sans grands moyens financiers, de présenter aux populations locales une grande partie de leur patrimoine, grâce à des dépôts renouvelables dont les frais sont peu élevés.

Ce serait une aide non négligeable, pour ces petits musées, que les frais de transport et d'assurance soient pris généreusement en charge soit par les pays prêteurs, soit par des organismes internationaux tels que l'Unesco.

La solution médiane des prêts et dépôts est en quelque sorte un test préliminaire, qui, en évitant l'alternative brutale du « tout ou rien », devrait satisfaire les deux parties, du moins dans un premier temps, tout en montrant, sur le plan technique, dans quelles conditions on peut raisonnablement conserver et exposer des objets soumis à un climat particulier.

Exportations illicites...

« Rassurer » est en quelque sorte le fil d'Ariane de la politique que nous nous efforçons de mener et qui s'exerce aussi dans le domaine bien précis de l'exportation illicite. En plus d'une législation stricte et appropriée, il faut une bonne information : depuis des années, nous persuadons les collectionneurs locaux qu'ils n'ont rien à craindre de la part du musée, que nous ne cherchons pas à « prendre » leurs objets — argument souvent utilisé pour justifier les ventes d'objets à des visiteurs (« Plutôt vendre que se laisser dépouiller »). Un des moyens que nous avons

choisis est d'aider les collectionneurs en leur fournissant des inventaires descriptifs et des photographies de leurs collections, que beaucoup ont préféré, ces dernières années, déposer au musée, dans un souci de sécurité.

Un contrat est établi pour tout dépôt, quelle que soit son importance, et le propriétaire reçoit, par la même occasion, un inventaire descriptif illustré de la collection déposée. Ces objets peuvent éventuellement être intégrés dans les expositions permanentes et sont, dans tous les cas, présentés au moins une fois en une exposition temporaire. D'autres collectionneurs, souhaitant vendre leurs objets, les ont d'abord proposés au Musée de Tahiti et des îles qui, lui aussi, donne la priorité aux vendeurs de la région, quand leurs prix sont raisonnables.

Depuis 1920, bon nombre d'expéditions scientifiques se sont succédé dans les différents archipels de la Polynésie. Des objets archéologiques, mais aussi des documents, comme les cahiers sur lesquels les Polynésiens inscrivaient leurs généalogies, ont été « exportés » par les chercheurs, devant être matière d'études scientifiques. Nous recevons rarement les résultats des travaux de ces diverses missions, et, fait plus grave, il est souvent très difficile, sinon impossible, de faire revenir ces documents originaux ou ces objets. Voici, par exemple, la réponse directe (!) que je reçus en 1979 de l'American Museum of Natural History de New York, lorsque je demandai le renvoi de quelques objets, au moins en prêt, en particulier de tessons de poterie trouvés aux îles Marquises, indispensables à la compréhension et à la présentation de la préhistoire polynésienne : « Je crains que nous ne puissions vous accorder l'autorisation que vous demandez... Le département a une sévère réglementation concernant le prêt des objets précédemment cités... »

Un paradoxe qui ne manque pas de piquant... car ces objets dont nous avons courtoisement demandé le prêt appartiennent en toute légitimité et légalement au territoire de la Polynésie française. Et souvent, nous ne vîmes revenir, après étude, qu'une partie des objets ; leur restitution, en outre, dépendait pratiquement de la seule décision des organismes de recherche étrangers.

Sans insister davantage sur ces luttes incessantes pour faire revenir cette catégorie de biens culturels, souhaitons que cette époque soit définitivement révolue, où, même sur le plan scientifique, les pays déshérités étaient considérés comme des terres d'« exploitation » où l'on prend sans jamais donner ; espérons que ce ne soit plus qu'un mauvais souvenir de l'histoire...¹

Une politique d'achat intelligente

Un autre aspect de la stratégie du Musée de Tahiti et des îles, pour le retour des objets, est sa politique d'achat. Fait bien connu, les objets polynésiens d'art et d'ethnographie sont très chers : cela signifie, une fois encore, faire des choix, et de bons choix. En priorité, nous préférons acquérir, dans les ventes aux enchères se tenant à l'extérieur du Territoire, les objets ethnographiques qui complètent nos collections, plutôt qu'une pièce unique et spectaculaire qui épuiserait nos fonds. Pour nous, il est de loin plus avantageux de pouvoir traiter directement avec les propriétaires

des collections destinées à être mises en vente. En effet, cela nous est plus aisé en offrant des garanties sérieuses sur les moyens de paiement, autant que sur les conditions de conservation et de présentation assurées par le musée. Il faut souligner ici les efforts accomplis par le Territoire, ainsi que le discernement de ses élus, qui ont permis au musée de rassembler les fonds nécessaires pour acheter deux parties de la collection Hooper : la première concernait des pièces des îles de la Société, la seconde, des objets provenant des îles Marquises et Australes. Ces acquisitions ont pu se faire grâce à la compréhension des propriétaires de la collection, en particulier Kenneth Hooper et Steven Phelps, et leur représentant, M^{me} Hermione Waterfield.

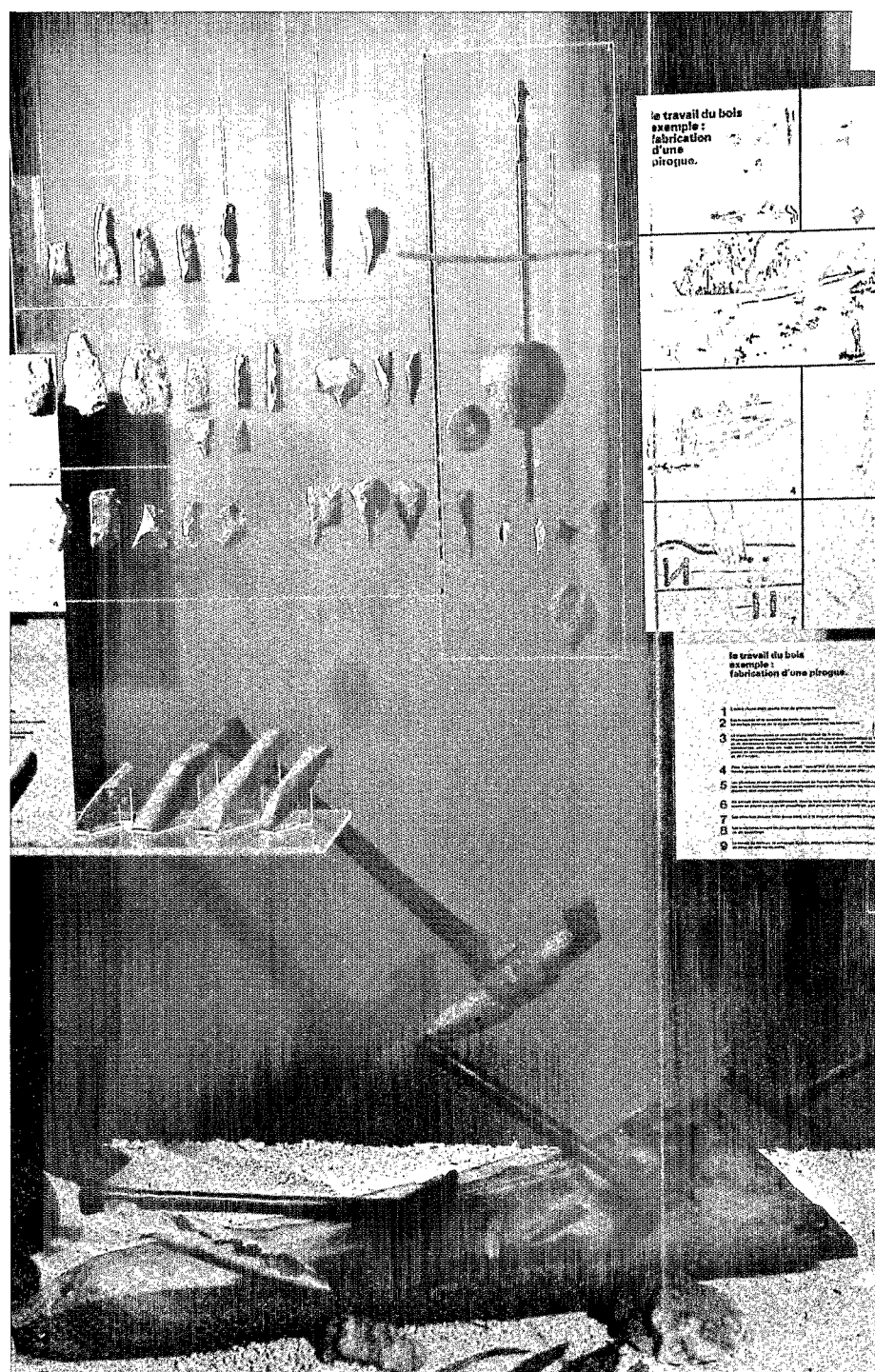
Il arrive également, à l'occasion de ventes aux enchères, que nous gagnions la confiance des propriétaires d'objets, en sorte qu'ils acceptent de déposer certaines pièces au musée. Ce sont parfois les propriétaires eux-mêmes qui nous le proposent, surtout lorsqu'ils connaissent déjà le musée pour l'avoir visité.

Quant aux très belles pièces que nous ne pouvons ni acquérir ni recevoir en prêt, un des moyens de les montrer tout de même aux habitants du Territoire serait d'en faire exécuter de bonnes copies. Ce serait « un beau geste », de la part des musées propriétaires de ces pièces, que d'offrir eux-mêmes ces copies aux musées demandeurs. L'organisation de tels programmes pourrait s'étendre sur plusieurs années.

Une solution pratique

Je voudrais enfin proposer une solution qui me paraît opportune, du moins dans une première étape, pour les petits musées ayant des moyens très limités : on peut présenter une image de la culture locale, de manière intéressante et économique, par une exposition attrayante et vivante de cartes, photographies, dessins, panneaux explicatifs, objets archéologiques, copies d'objets ethnographiques... Je donnerai l'exemple du petit Musée de l'île de Pâques qui offre aux Pascuans aussi bien qu'aux touristes un panorama de cette île fascinante, malheureusement trop souvent oubliée dans les congrès internationaux. En même temps, ces musées devraient s'efforcer de créer un local d'expositions temporaires, conçu selon les normes muséographiques internationales, et pouvant recevoir en prêt ou en dépôt à plus long terme, dans d'excellentes conditions de sécurité, des objets authentiques prêtés par d'autres musées. Ces expositions seraient avant tout destinées aux populations locales, qui renoueraient enfin avec leurs traditions culturelles.

Cependant, ce qui précède ne doit pas apparaître comme un schéma rigide ou une liste dogmatique de recommandations. D'autres projets, d'autres stratégies sont en cours. J'ai surtout voulu montrer ici qu'il était nécessaire, dans le domaine du retour et de la restitution des biens culturels, comme dans bien d'autres, de faire preuve non seulement d'imagination, mais aussi de réalisme et d'opiniâtreté.



Hachettes des îles de la Société provenant de la collection Hooper achetée par le musée (la plus grande sans doute fut recueillie par le capitaine Cook lui-même).

[Photo : Musée de Tahiti et des îles.]

1. Voir l'Étude sur les réglementations actuelles concernant les fouilles archéologiques; suggestions pour les modalités de placement des objets dans les pays où ils sont découverts, effectuée par l'Unesco en 1978, en collaboration avec le Conseil international de la philosophie et des sciences humaines (ICPHS) et le Conseil international des musées. Le document CC/MD/40 de l'Unesco est disponible, sur demande, au Centre de documentation Unesco/Icom, 1, rue Miollis, 75015 Paris.